

SMAÏL LALMAS, PRÉSIDENT DE L'ACE (ASSOCIATION ALGÉRIE CONSEIL EXPORT), AU COURRIER D'ALGÉRIE :

« Nous constatons un retour en force de la France »

Le Courrier d'Algérie : -L'année 2014 a été riche en événements économiques. Il y a eu d'abord deux réunions de la tripartite. Quel commentaire faites-vous à ce sujet?

Smaïl Lalmas : -C'est un rituel auquel nous nous sommes habitués, tripartite réunissant les partenaires et clients du pouvoir, pour applaudir tout ce qui a été préparé à l'avance par le gouvernement. Schéma de réunion classique avec commissions ou groupes de travail traitant de sujets, sans aucune suite avec bien sûr, et surtout un travail médiatique intense, et un communiqué à la fin qui, au passage, ressemble à tous les précédents. Des rencontres qui ont pris un aspect politico-politique, s'éloignant du bon sens économique censé être l'objectif initial, donc des tripartites incapables, finalement, de mettre en place une stratégie économique capable de nous sortir de cette fragile dépendance aux hydrocarbures et de nous mettre sur orbite pour rejoindre l'espace des pays émergents. Quand on sait surtout, que les rendez-vous des « Tripartites » que vous citez, coïncidaient avec les présidentielles, vous devez comprendre que l'enjeu est plus politique qu'économique, donc vidé de tout bon sens.

Un autre problème, c'est celui de la représentativité, absence des syndicalistes autonomes, à vrai dire, ne sont invités que ceux qui partagent la même vision que celle du gouvernement, donc pas d'opposition à la ligne tracée, et pas de débats constructifs. Quand aux résultats de ces réunions, vous savez, nous en sommes à la 16^{ème} ou 17^{ème} « édition », notre économie est toujours aussi fragile, dépendante des hydrocarbures, la corruption est toujours au top, bien entretenue, chômage élevé, nous importons 2,5 milliards \$ de blé, idem pour les médicaments, à la merci de la bureaucratie, agriculture au même stade, la santé malade, l'industrie absente, en plus de tout cela, ce sont les mêmes personnes qu'on retrouve à chaque rendez-vous, alors que la logique serait de changer justement les équipes qui échouent, au moins faire cet effort... donc honnêtement, à quoi servent ces tripartites ?

-L'année 2014 a été également riche en signature d'accord et de partenariat dans divers domaines d'activités avec plusieurs pays à savoir la France. Que pensez-vous de ces accords, vont-ils booster notre économie?

Les échanges économiques entre l'Algérie et un certain nombre de pays ont vu effectivement la signature de plusieurs accords de partenariat, notamment avec la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, le Portugal, l'Égypte...

Des actions classiques, pour dynamiser les échanges avec certains pays et se positionner en tant que partenaire stratégique avec d'autres. Cela dit, il est nécessaire pour l'Algérie de diversifier ses partenaires économiques et commerciaux, pour cela, il faudrait définir et connaître les priorités du développement, du commerce, de l'aide technologique et de l'investissement pour bien cibler ses partenaires et pouvoir en récolter les bénéfices attendus.

Nous constatons un retour en force de la France, une nouvelle page de coopération se dessine, entre nos deux pays, après des années de doute. Cette nouvelle ère se distingue par la volonté exprimée des deux cotés pour lever d'éventuels obstacles qui ralentiraient la réalisation des objectifs, et aussi, par la conclusion de divers accords de partenariat dans divers domaines d'activité. L'enjeu finalement de tous ces accords, c'est d'en faire une relation gagnant-



Smaïl Lalmas

gagnant. Mais pour cela, il faudrait les accompagner pour réussir les différents partenariats qui en découleraient, en structurant notre économie, et en mettant en valeur notre matière grise.

-L'autre événement important, celui de la sortie de la première voiture "made in Algérie". Est-ce important pour le secteur des exportations hors hydrocarbures?

-Vous devez savoir que les exportations hors hydrocarbures demeurent toujours à des niveaux insignifiants en Algérie, environ 1 milliard \$ hors dérivés de pétrole, en dépit des différentes actions déployées par les pouvoirs publics ces dernières années. Outre la faiblesse du tissu industriel algérien qui n'arrive toujours pas à produire des produits aux normes souhaitées, l'absence d'une tutelle bien identifiée, d'une stratégie à l'international et la mauvaise gestion du dossier des IDE, compliquent davantage la tâche aux opérateurs économiques algériens. Le cas de Renault en Algérie est un investissement direct à stratégie horizontale ou de marché, qui vise à desservir le marché Algérien

exclusivement, pour la simple raison que notre marché présente des avantages à s'implanter à proximité des consommateurs. Il faut savoir que Renault est déjà présent sur notre marché avec 120 000 véhicules /an, tous modèles confondus. Vous avez compris donc, vu la nature de l'investissement, l'activité export ne va pas en bénéficier, par contre, la facture d'importation augmentera, puisque nous fabriquons chez nous que 12% du véhicule, le reste c'est-à-dire 88% est importé et viendra de France, de Roumanie, ou de Turquie.

Il faut donc comprendre une fois pour toute que l'export représente un enjeu socioéconomique important pour l'Algérie, d'une manière générale, l'exportation est une nécessité vitale pour l'entreprise et l'État, c'est un certificat de bonne santé et un vecteur de développement économique, un facteur de dynamisme pour les entreprises et non pas un sujet conjoncturel.

-La baisse du prix du pétrole au dessous de 60 dollars le baril inquiète plusieurs pays exportateurs, certains spécialistes tirent la sonnette d'alarme pour

l'économie algérienne, d'autres rassurent. De quel camp vous vous positionnez et pourquoi ?

Pour l'Algérie ainsi que les pays très dépendant des recettes pétrolières comme, le Venezuela, l'Iran ou la Russie, sont très inquiets de cette baisse rapide des prix du pétrole qui tournent pour la première fois depuis 2009, en dessous de la barre des 60 dollars, une baisse de +40% depuis la mi-juin où il était un peu plus de 100 dollars. Certains spécialistes prédisent un baril à 50 dollars, si rien n'est fait pour stopper cette hémorragie.

Notre économie est très fragile, pas uniquement depuis cette baisse, mais plutôt du fait de sa structure, sachant qu'elle dépend d'une richesse dont elle ne maîtrise ni le paramètre prix, ni la quantité ni la pérennité. Qu'un pays se retrouve en crise de temps à autre, c'est fréquent je dirai même normal, mais qu'un pays comme l'Algérie qui a déjà vécu et connu des scénarios similaires par le passé sans en tirer les conséquences, sans qu'aucunes grandes réformes ne soient réalisées pour éviter de tomber dans les mêmes erreurs, et les mêmes situations, cela je n'arrive pas à l'accepter.

Plus de 30 ans qu'on parle de diversification de notre économie, de la mise en place d'une économie stable structurée et surtout pérenne, développant un climat d'affaire pour encourager les investisseurs étrangers à s'implanter sur le territoire pour accompagner notre développement, mais malheureusement rien de concret. Le modèle rentier a montré encore une fois ses limites, et si le pays poursuit sur cette voie économique et que les prix du pétrole restent très bas, il est évident que des turbulences risquent de voir le jour, et ce, dans les meilleurs délais.

En parlant de clan dans votre question, moi je fais plutôt partie du clan de l'Algérie qui travaille, qui ne triche pas, qui ne fait pas semblant de travailler, qui innove, qui mise avant tout et surtout sur sa richesse humaine compétente, pour construire une économie solide et durable, qui à vrai dire, ne se construit pas avec des paroles, mais plutôt avec des actes.

Entretien réalisé par I. B.

EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE

Une option approuvée en 2014 par le gouvernement

L'exploitation du gaz de schiste en Algérie a été pour longtemps un sujet de débat, qui a pris des mois et des mois, avant que le gouvernement annonce la décision dans ce sens. C'est le premier ministre Abdelmalek Sellal qui a mis fin aux différentes hypothèses et critiques à cet effet. « Ça serait un péché de ne pas exploiter le gaz non conventionnel, car on va mettre l'avenir des générations futures en péril », avait déclaré Abdelmalek Sellal en juin 2014, et d'argumenter en affirmant que l'Algérie n'aura plus la possibilité d'exporter du gaz à partir de 2030. Il précise que nos ressources actuelles ne supporteront pas une forte demande supplémentaire dans le futur. « Ce que nous produisons, nous le consommons localement, sans pouvoir exporter à long terme », a-t-il déclaré. Pour sa part, le PDG de Sonatrach a



annoncé dimanche 12 octobre 2014 à Oran que "l'Algérie pourrait commencer à produire du gaz de schiste en 2022." Intervenant en marge de la conférence internationale sur l'industrie du Gaz en Algérie, Saïd Sahnoun a ajouté que le niveau de production de gaz de schiste pourrait atteindre les "10 milliards m³" aux alen-

tours de 2025. Le ministre de l'Énergie, Youcef Youfi, avait déclaré à l'ouverture de cette conférence que l'Algérie "se prépare activement" à exploiter cette ressource. Le PDG de Sonatrach a expliqué que sept bassins ont été identifiés dans le Sud algérien. Le potentiel des cinq principaux d'entre eux est estimé à 4 940 Tcf (tera cubic

feet - tera pieds cube). Avec 740 TCF récupérables, soit 15% du total, l'Algérie se classe en troisième position mondiale, derrière la Chine et l'Argentine. Le ministre de l'Énergie et les responsables algériens du secteur ont tenu à rassurer l'opinion publique. L'eau est disponible en quantité suffisante et sera recyclée à hauteur de 30%. L'environnement sera respecté et préservé, le projet bien encadré et pourvoyeur d'emplois. Il permettra même d'améliorer l'extraction dans les gisements de pétrole conventionnel comme celui de Hassi Messaoud, et de mieux exploiter les nouveaux gisements où la production s'avère difficile selon les méthodes traditionnelles. Enfin, la ressource humaine est disponible et sera formée, l'Algérie bénéficiant selon Saïd Sahnoun, d'"un savoir-faire prouvé sur les plans opérationnel et marketing." I. B.